

Confinement, masques, chloroquine, vaccin : ce qu'en pensent les Français.

L'enquête COCONEL est réalisée par internet. Deux fois par semaine, un échantillon d'un millier de personnes, représentatif de la population adulte française, est interrogé avec un questionnaire couvrant divers aspects de la crise actuelle. La présente note détaille les principaux résultats de la troisième vague (1006 enquêtés, interrogés du 7 au 9 avril), réalisée après trois semaines de confinement. Elle aborde les opinions des Français à l'égard du confinement, des masques, de la chloroquine, d'un éventuel vaccin contre le COVID-19, et enfin leur pronostic sur la durée de l'épidémie.

Après trois semaines de confinement, une très large majorité de Français continue à le soutenir, même si la proportion qui estime qu'il devra être assoupli pour être supporté progresse par rapport à fin mars. En outre, près de trois Français sur quatre pensent que cette mesure commence à montrer son efficacité. Toutefois, les hommes et les jeunes sont plus critiques à son égard, et le consensus est aussi plus fragile parmi les personnes les moins aisées.

S'agissant des masques, pour 70 % des Français il était légitime d'avoir déconseillé le port de masques en population afin de préserver les stocks pour l'usage des professionnels de santé. En outre, pour 83 % d'entre eux, le port de masques par la population générale est indispensable pour pouvoir sortir de chez soi.

Quant au traitement à base d'hydroxychloroquine, presque tout le monde en a entendu parler, mais moins d'un Français sur deux a une opinion ferme à son égard. Toutefois les opinions exprimées sont le plus souvent positives, et près d'un Français sur deux souhaiterait en bénéficier en cas d'infection par le COVID-19.

En outre, un Français sur quatre refuserait toujours un éventuel vaccin contre le COVID-19. Ce refus, qui reste socialement différencié, a toutefois nettement reculé parmi les plus âgés. Le motif le plus fréquent de ce refus est qu'un vaccin élaboré dans l'urgence serait trop dangereux.

Enfin, après trois semaines de confinement, les pronostics des Français sur la durée de l'épidémie actuelle se dégradent : désormais, pour la moitié d'entre eux, cette épidémie ne sera toujours pas terminée en septembre prochain.

Les Français et le confinement : le consensus tient toujours.

Une très large majorité continue à soutenir le confinement. Certaines des opinions exprimées lors de la première vague restent très stables une dizaine de jours plus tard. Ainsi, lors des deux vagues, près de neuf Français sur dix estiment que le confinement est le seul moyen efficace de lutter contre l'épidémie de coronavirus. A contrario, seul un sur cinq considère que le confinement est une mesure excessive par rapport à la gravité réelle de l'épidémie, et quatre sur dix lui reprochent de trop restreindre les libertés individuelles. En outre, le consensus sur la nécessité que le confinement dure encore plusieurs semaines pour être efficace reste très fort, malgré une baisse légère mais significative (de 93 % à 89 %).

Premiers signes d'espoir et de lassitude ? En écho à cette baisse, **73 % des Français jugent que le confinement commence à montrer son efficacité.** S'agissant des solutions alternatives, les Français sont toujours deux tiers à considérer que le confinement pourrait être remplacé par des tests de dépistage généralisés, et la moitié soutient un assouplissement grâce au port du masque généralisé. Dans le même temps, **la proportion de Français qui estiment que le confinement devra être assoupli pour être supporté progresse nettement par rapport à fin mars, mais reste minoritaire**, passant de 22 % à 31 %.

Les hommes et les jeunes plus critiques. Les femmes jugent plus souvent que les hommes que le confinement est le seul moyen efficace pour lutter contre la pandémie (91 %, contre 81 % des hommes). Elles sont aussi moins enclines à le trouver excessif et à juger qu'un assouplissement est nécessaire pour le rendre supportable (26 % sont d'accord, contre 37 % des hommes). S'agissant de l'âge, l'accord sur la nécessité du consensus est plus élevé parmi les plus de 65 ans, qui sont aussi plus nombreux à juger qu'il commence à être efficace (84 %). A contrario, les 18-25 ans estiment plus souvent que le confinement est excessif (c'est le cas de 32 % d'entre eux) et qu'il devrait être assoupli (42 %). Enfin, les restrictions sur les libertés individuelles sont pointées par près d'un enquêté sur deux entre 18 et 45 ans, mais cette opinion baisse ensuite avec l'âge (34 % parmi les plus de 65 ans).

Un consensus plus fragile parmi les moins aisés. Les réponses des enquêtés ont ici été comparées selon le niveau de revenus de leur ménage¹. Le consensus sur la nécessité du confinement et de sa durée se retrouve quel que soit le niveau de revenus. En revanche, les Français qui ont les revenus les plus faibles jugent plus souvent que le confinement est une mesure excessive (c'est le cas de 28 % d'entre eux, contre 16 % parmi les plus aisés), qu'il restreint trop les libertés individuelles (49 % contre 35 %), et qu'il devrait être assoupli (43 % contre 30 %). Inversement, **les Français les plus aisés jugent plus souvent que le confinement commence à se montrer efficace** (84 %, contre 65 % parmi les plus bas revenus).

Masques en population générale : indispensables pour huit Français sur dix.

Le ministère de la santé a récemment changé de position au sujet du port de masques dans la population générale : il a admis l'intérêt, pour la protection de chacun, du port de masques chirurgicaux, même en tissu. **Pour 70 % des Français, avoir déconseillé le port de masques en population jusqu'ici était légitime**, car il fallait préserver les stocks pour l'usage des professionnels de santé. En outre, **pour 83 % d'entre eux, le port de masques par la population générale est indispensable** pour permettre aux individus de sortir de chez eux.

Ces opinions sont socialement assez homogènes. La première varie peu selon le profil sociodémographique, si ce n'est qu'elle est davantage soutenue par les plus jeunes (83 % des 18-25 ans) et les plus âgés (86 % des plus de 75 ans), et qu'elle suscite une adhésion moins forte parmi les plus diplômés (65 % des diplômés de l'enseignement supérieur la soutiennent, contre 74 % des personnes de niveau inférieur au bac). Quant à la seconde opinion, elle fédère davantage les plus aisés et les plus de 65 ans (89 %).

¹ Le total des revenus du ménage a été divisé par le nombre d'unités de consommation au sein de celui-ci, qui prend en compte à la fois sa taille et sa composition. Le premier quartile de la distribution de ce revenu du ménage par unité de consommation correspond aux ménages qui ont les plus bas revenus, et le dernier quartile aux ménages les plus aisés.

Le confinement...

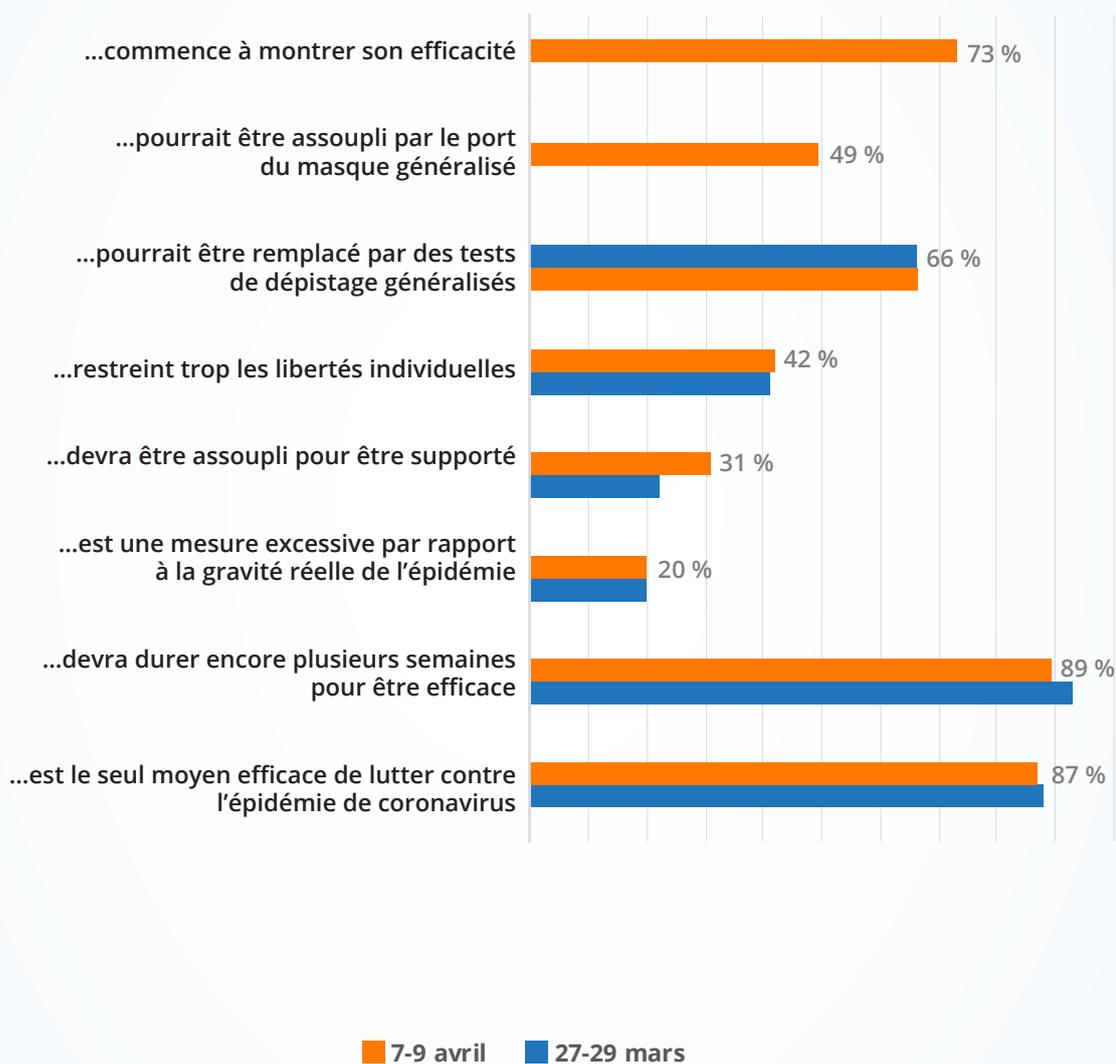


Figure 1. Opinions vis-à-vis du confinement. Enquête COCONEL, vague 3, 7-9 avril 2020.

La chloroquine et ses dérivés : une forte notoriété, peu d'opinions fermes, mais un Français sur deux en voudrait en cas d'infection.

Une forte notoriété... La plupart de nos enquêtés (93 %) ont entendu parler d'un protocole à base de chloroquine (ou d'hydroxychloroquine) pour traiter les patients atteints du COVID-19. C'est toutefois moins souvent le cas parmi les plus jeunes (18 % des 18-25 ans n'en ont pas entendu parler, contre moins d'1 % des plus de 65 ans), comme parmi les ouvriers (15 %).

...mais peu d'avis tranchés sur son efficacité. Au total, 53 % des enquêtés n'ont pas d'avis ferme sur ce traitement, auxquels s'ajoutent les 7 % qui disent ne pas en avoir entendu parler. En revanche, **35 % pensent que ce traitement est efficace**, alors que 6 % estiment au contraire qu'il ne l'est pas. Les âges intermédiaires ont plus souvent une opinion favorable sur ce traitement (47 % parmi les 36-45 ans), tandis que la proportion d'indécis augmente avec l'âge (66 % des plus de 65 ans). Les indécis restent majoritaires parmi les diplômés de l'enseignement supérieur (54 %) comme parmi les cadres (61 %). En revanche, 45 % des ouvriers pensent que ce traitement est efficace.

Un Français sur deux en voudrait en cas d'infection. Enfin, il était demandé à ceux qui avaient entendu parler de ce traitement si, en cas d'infection par le COVID-19, ils souhaiteraient le recevoir : 48 % le souhaiteraient, 11 % n'en voudraient pas, et 42 % ne savent pas comment ils réagiraient. Les femmes sont plus souvent indécises (48 %, contre 35 % des hommes), les réponses variant assez peu selon les milieux sociaux. Les ouvriers et les employés sont toutefois moins souvent indécis que les cadres et les professions intermédiaires (37 % contre 49 %). Du point de vue du niveau d'éducation, ce sont les personnes de niveau bac qui accepteraient le plus souvent ce traitement (55 %, contre 44 % pour les moins diplômés et 49 % des plus diplômés).

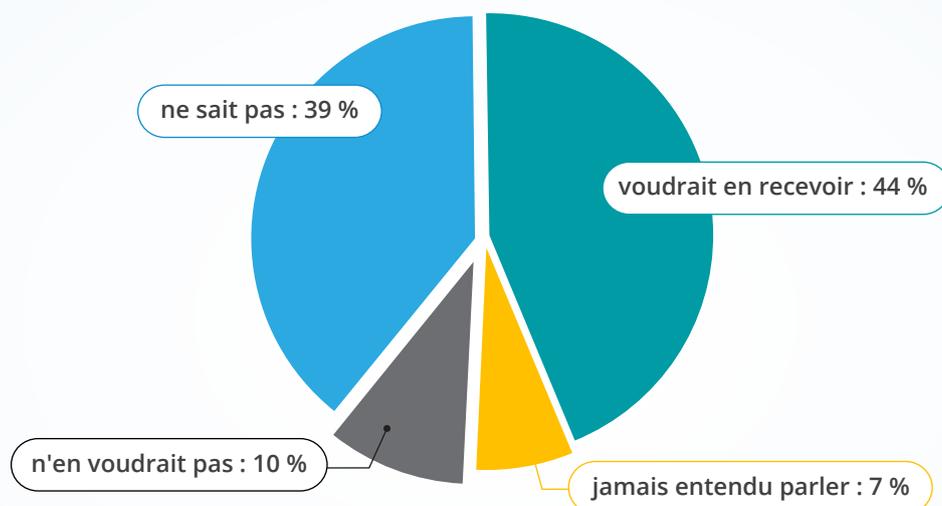


Figure 2. Attitudes à l'égard des traitements dérivés de la chloroquine en cas de contamination par le COVID-19. Enquête COCONEL, vague 3, 7-9 avril 2020.

Vaccination et COVID-19 : le problème, c'est le vaccin.

Toujours un quart des Français hostile à un éventuel vaccin. Lors de la première vague de COCONEL, 26 % des enquêtés avaient déclaré que, si un vaccin contre le coronavirus était disponible, ils refuseraient de se faire vacciner. Dix jours plus tard, cette proportion est restée stable (23 %).

Comme lors de la première vague, ce sont toujours les femmes et les plus jeunes qui sont les plus enclins à déclarer qu'ils refuseraient un vaccin contre le coronavirus s'il était disponible. A noter toutefois que, **en dix jours, ce refus a nettement reculé chez les plus âgés** : lors de la première vague, 19 % des plus de 65 ans déclaraient qu'ils ne se feraient pas vacciner, contre 10 % lors de celle-ci. En outre, **cette attitude reste socialement différenciée** : parmi les enquêtés déclarant les revenus les plus bas, 29 % refuseraient le vaccin, contre 16 % parmi les plus aisés. Elle reste enfin très corrélée aux comportements vaccinaux antérieurs : 7 % de ceux qui ont été vaccinés contre la grippe saisonnière cet hiver refuseraient ce vaccin, contre 30 % de ceux qui ne l'ont pas été.

Des refus liés au vaccin, pas à la maladie. Les enquêtés ayant déclaré qu'ils ne se feraient pas vacciner avaient la possibilité de motiver leur réponse. Ces 23 % se décomposent ainsi : 15 % motivent leur refus en jugeant qu'un vaccin élaboré dans l'urgence serait trop dangereux, 6 % se disent contre la vaccination en général (d'ordinaire, en population adulte, 2 à 4 % des Français se déclarent hostiles à la vaccination en général), enfin seuls 2 % répondent « c'est inutile, de toute façon le COVID-19 est peu dangereux ».

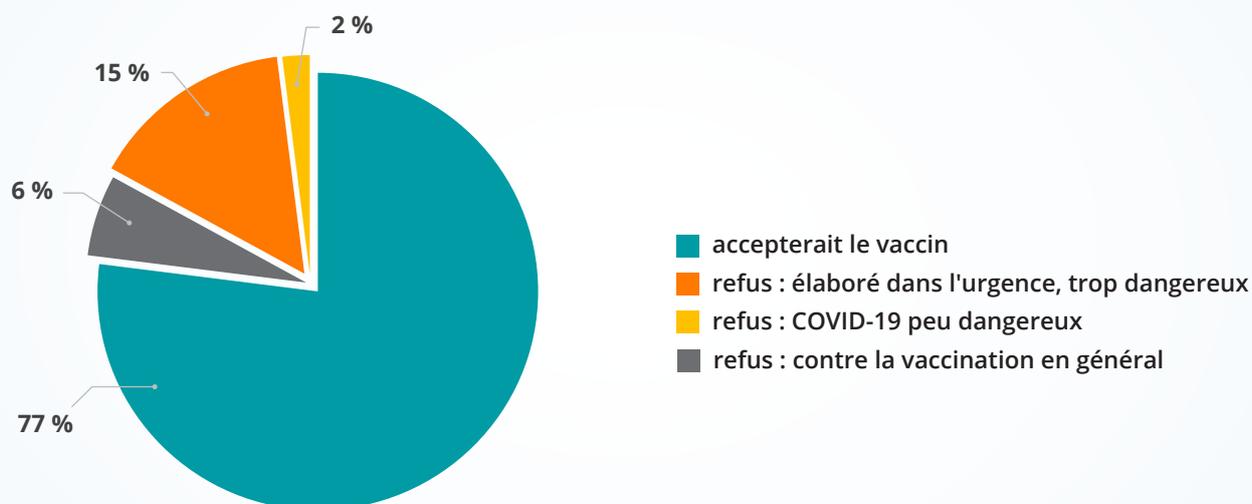


Figure 3. Attitudes des Français si un vaccin contre le Covid-19 était disponible.
Enquête COCONEL, vague 3, 7-9 avril 2020.

Pronostic sur la durée de l'épidémie : une sortie de crise désormais anticipée pour l'automne...

Enfin, le questionnaire de cette troisième vague s'achevait, comme les précédents, par la question suivante : « *D'après vous, quand cette épidémie sera-t-elle véritablement terminée ?* ». Lors des deux premières vagues, les Français s'attendaient en moyenne à ce que l'épidémie dure encore quatre mois et demi, avec une médiane à 4 mois. Toutefois, après trois semaines de confinement, cette durée moyenne s'établit désormais à 6 mois (avec une médiane à 5 mois). Autrement dit, la moitié des personnes interrogées estime que l'épidémie ne sera pas véritablement terminée d'ici septembre.

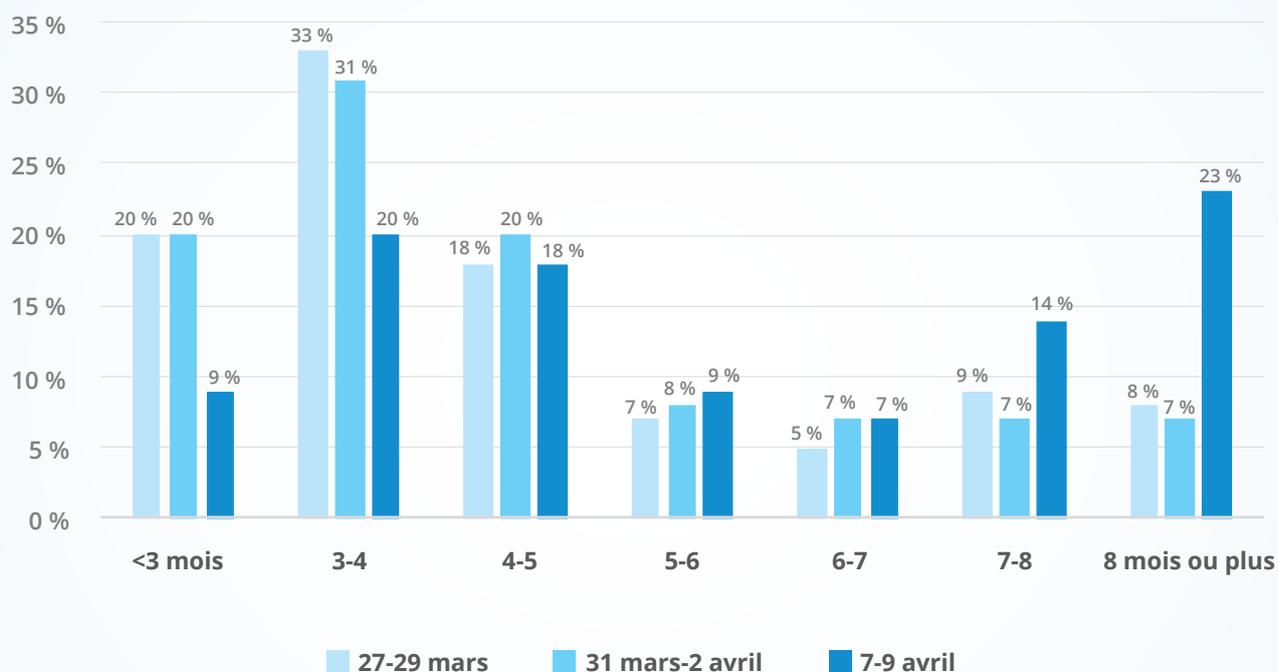


Figure 4. Pronostic sur la durée de l'épidémie (en mois). Enquête COCONEL, vagues 1 à 3, 27 mars-9 avril 2020.

L'enquête est réalisée par l'institut de sondage IFOP, qui dispose d'un access panel de plus de 750 000 ménages français. L'échantillon de répondants est représentatif de la population française des 18 ans et +, sur les critères d'âge, de sexe, de niveau d'éducation et de profession du chef de ménage, après stratification par région et catégorie d'agglomération de résidence.

Des analyses complémentaires peuvent être menées à la demande pour décliner les aspects traités selon les caractéristiques des enquêtés (âge, sexe, niveau socioéconomique, diplôme, type de commune, région, orientation politique...), ou détailler les aspects du questionnaire non abordés ici, par exemple les sorties la veille de l'enquête, ou la sociabilité distante.

La prochaine note s'intéressera aux sorties et à leurs variations depuis trois semaines.

Le consortium COCONEL réunit des chercheurs de l'UMR VITROME (Vectorial Infections in TROPical and MEditerranean areas ; Patrick Peretti-Watel, Valérie Seror, Sébastien Cortaredona, Marseille), du Centre d'Investigation Clinique Cochin-Pasteur (Odile Launay, Paris), de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (Jocelyn Raude, Rennes) et de l'Observatoire régional de la santé Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur (Pierre Verger, Marseille). Il s'appuie sur un comité de pilotage comprenant François Beck, Stéphane Legleye, Olivier L'Haridon, Jeremy Ward et Damien Léger. Il bénéficie d'un financement par le Fonds de Crise de l'Institut de Recherche pour le Développement, et par l'appel à projets Flash COVID-19 de l'Agence Nationale de la Recherche.

